

Pour en savoir plus sur l'ouvrage suivant suivant :

DE LE RECHERCHE À L'ENSEIGNEMENT, PENSER LE SOCIAL

Sur cette page : | [sommaire](#) | [introduction](#) |

Sommaire

► **L'histoire sociale en question ; perspectives et enjeux**

Michel Pigenet montre ici comment, après Ernest Labrousse et Fernad Braudel, la recherche est loin d'avoir épuisé les chantiers de l'histoire sociale, en s'ouvrant à de nouvelles perspectives, de nouveaux objets.

► **Historiographie et enseignement de l'histoire -**

Patrick Garcia décrit l'évolution des liens entre enseignement et historiographie, entre "traditions", "retards et ajustements", questionnant les finalités de l'enseignement de l'histoire et le champ de l'histoire sociale.

► **La place de l'histoire sociale dans l'enseignement scolaire de l'histoire en Allemagne**

Christiane Kohser-Spohn, en écho à P. Garcia, présente l'entrée tardive de l'histoire sociale dans la recherche en Allemagne, son intégration dans l'enseignement et aujourd'hui sa mise en question.

► **Sociologie et histoire, quelles convergences aujourd'hui ?**

Paolo Giovannini étudie l'évolution des relations entre histoire - sociale - et sociologie en Italie, plaidant pour une approche localisée du social en histoire et en sociologie.

► **La place de l'histoire sociale dans l'enseignement de l'histoire médiévale**

Laurent Albaret examine le décalage entre une recherche développée en histoire sociale du Moyen Âge et la pauvreté des programmes d'enseignement en France..

► **Nouveau programme, nouvelle lecture de "l'ère des révolutions" ?**

Marc Deleplace analyse le glissement de l'histoire sociale vers l'histoire politique et culturelle dans l'enseignement de la Révolution française au lycée.

► **L'histoire sociale dans les manuels d'enseignement secondaire en Espagne**

Rafael Valls explicite, pour l'Espagne, les enjeux politiques que pose la place de l'histoire sociale dans les manuels de l'enseignement secondaire.

► **Des modalités pédagogiques d'une histoire scolaire. L'apprentissage du lien social et des solidarités**

Charles Heimberg, chercheur suisse, ouvre de nouveaux horizons vers l'enseignement d'une histoire investigatrice, pour l'apprentissage du lien social et des solidarités.

"Cessons, si vous le voulez bien, de causer éternellement d'histoire nationale à histoire nationale, sans nous comprendre"

(Marc Bloch, *Pour une histoire comparée des sociétés européennes*)

Introduction

Histoire & sociétés est heureuse de présenter dans ce premier numéro spécial de la revue, les contributions issues de la journée d'études du 17 octobre 2003 sur L'histoire sociale dans l'enseignement secondaire en Europe, organisée en collaboration avec le SNES (Syndicat national des enseignements de second degré), dans le cadre des Rendez-vous de l'Histoire de Blois.

Ces articles répondent aux préoccupations que nous nous sommes fixées : promouvoir une

histoire sociale ouverte aux autres sciences sociales et humaines, aborder des sujets à l'échelle européenne, débattre avec d'autres en assumant nos différences et nous adresser en premier lieu aux enseignants confrontés dans leur pratique à des programmes qui leur paraissent parfois passer à côté de l'épaisseur humaine de l'histoire.

C'est dans cette optique, cet esprit militant que se situe notre partenariat. En partant du double constat commun : d'une part, les programmes de l'enseignement secondaire ont évolué en minorant les aspects sociaux au profit d'une histoire de plus en plus politique et culturelle ; d'autre part, ils ont nié des pans entiers des chantiers travaillés par la recherche en histoire sociale depuis une vingtaine d'années, présentant des approches souvent sclérosées des sociétés.

Pourquoi cette évolution ? Parmi les raisons souvent invoquées par les initiateurs des programmes actuels, on trouve l'affirmation péremptoire que l'histoire sociale ne serait plus à l'ordre du jour de la recherche. L'histoire économique et sociale dominante dans les décennies d'après-guerre - appuyée sur les méthodes quantitatives que Fernand Braudel et Ernest Labrousse ont développées - a certes perdu son dynamisme depuis les années 1970. Pour reprendre Antoine Prost, les conséquences de cette crise ont été effectivement importantes pour la perception de l'histoire sociale. L'histoire s'est alors privée " du concept de classe et de lutte de classes qui ne sont pas marxistes et qu'utilisaient les historiens d'autrefois, même conservateurs, comme Guizot " . Les arguments de pouvoir et les enjeux politiques, au sens large, ne sont donc pas absents de ce débat : une certaine démarxisation ou une dématérialisation de l'histoire ne passe-t-elle pas pour beaucoup d'historiens par une remise en cause de l'histoire sociale ? Cette idée renvoie à une vision simple et réductrice de cette histoire et de l'histoire en général.

Comme si la recherche en histoire sociale en Europe s'était arrêtée dans les années 1970-80 alors qu'elle s'est partout poursuivie et enrichie, sans que cela ait des retombées pertinentes sur les programmes et l'enseignement secondaires ! Il faut rappeler, à l'unisson de nombreux intervenants, la vitalité de l'histoire sociale en France comme en Allemagne ou en Italie . Les historiens sociaux ont tendance aujourd'hui à rejeter l'analyse en termes de structures au profit des acteurs. On raisonne de moins en moins à partir des entités collectives préconstruites qui étaient au centre de l'ancienne histoire économique et sociale, pour voir comment, concrètement, se nouent les relations entre les individus ; comment on passe du singulier au collectif.

Par ailleurs, sans nier l'importance des facteurs économiques dans les transformations du monde social, ces historiens privilégient aujourd'hui des schémas explicatifs plus diversifiés, par l'ouverture aux autres sciences humaines, l'utilisation de méthodes de travail fournies par la sociologie et l'anthropologie plus étroitement adaptées aux problèmes qu'ils cherchent à résoudre dans leur travail empirique.

Cette histoire tient compte des hommes au travail, placés dans les conditions de production, mais s'intéresse aussi aux transformations profondes de la société (influence des guerres, des crises, des mouvements sociaux) et aux dimensions individuelles et psychologiques, c'est-à-dire à la vie des hommes hors du travail et à la représentation qu'ils se font d'eux-mêmes et du monde. C'est dans ce cadre de rénovation marquée et de reconstruction d'identités collectives que s'inscrit la nouvelle histoire sociale.

Autre raison évoquée pour expliquer la sous-estimation de l'histoire sociale dans les programmes : elle serait trop difficile à enseigner, trop complexe à faire passer à des élèves dont on juge a priori qu'ils sont incapables d'intégrer cet enseignement. Certes, le problème de savoir comment traduire les acquis de la recherche et certaines de ses problématiques dans l'enseignement, est une question essentielle qui nécessite une collaboration étroite entre chercheurs et professeurs mais elle n'est pas réservée aux seules problématiques de l'histoire sociale. C'est une façon indirecte d'évacuer des sujets (immigration, travail, conditions ouvrières et paysannes, marginalité sociale, exclusion, conditions des femmes...) peu présents dans les programmes alors que les recherches actuelles montrent l'importance de ces questions pour comprendre l'évolution des sociétés modernes et de leur devenir. Aborder ces sujets, qui sont au centre des débats civiques, n'est pas pédagogiquement plus difficile que de comprendre les relations entre les grandes

puissances à telle ou telle période. En quoi cette histoire serait-elle plus difficile à enseigner que l'histoire des idées politiques ou l'histoire économique ?

Le débat n'est pas nouveau et il oppose les tenants de l'histoire sociale à ceux de l'histoire politique de façon souvent idéologique, tissant une ligne de démarcation abstraite et niant l'imbrication entre ces deux types d'approches historiques. Opposition heureusement dépassée par l'histoire sociale du politique. Dans ce choix de privilégier l'histoire politique événementielle, d'autres raisons paraissent plus pertinentes. D'abord, les tenants de l'histoire politique sont souvent surreprésentés dans les lieux de pouvoir et de communication. Ils sont donc logiquement convoqués à l'élaboration des programmes du secondaire ou pour diriger des collections de manuels scolaires chez les éditeurs. Cette situation de quasi monopole permet de mieux comprendre comment le discours sur la " crise " de l'histoire sociale s'est diffusé ces dernières années .

En partant d'une réflexion sur le cas français, il nous a paru dès lors intéressant de s'interroger sur la situation dans les autres pays européens : comment s'articule le débat sur l'histoire, comment les chercheurs européens appréhendent le rapport entre histoire et histoire sociale, entre recherche et histoire enseignée dans le secondaire ?

Cette démarche comparatiste a fait apparaître des nuances importantes, des rythmes différents, des inflexions suivant les pays, mais aussi des constantes dans les enjeux.

Les résultats de la démarche initiée par cette journée d'étude encouragent à poursuivre la réflexion. Notre détermination à lutter contre cette tendance à évacuer le social des programmes (on aurait dit autrefois la question sociale) en sort renforcée. Il ne s'agit en aucun cas d'en faire une histoire exclusive, mais de penser la complexité et la richesse des articulations entre le social, le politique, le culturel... autour d'objets les mettant en jeu.

Les programmes de l'enseignement secondaire, loin d'être un décalque de la recherche, ont leur vie propre. Leurs finalités, en termes de formation, se situent dans la logique de l'apprentissage. C'est dans ce cadre que les liens avec les chantiers de la recherche, doivent permettre de penser un enseignement vivant, permettant des investigations nouvelles, complexes du passé. Les questions à travailler sont posées par la société, tant à l'enseignement qu'à la recherche. Il faut donc penser lien et distance entre savoirs construits par la recherche et savoirs enseignés, de façon réfléchie.

La tendance à marginaliser une grande partie de la recherche historique, nie l'importance de l'approche sociale de l'histoire dans le développement de l'esprit critique et civique des élèves dont tous les programmes rappellent l'importance. Ces mêmes programmes oublient un peu vite que ce développement passe par la connaissance de la vie des sociétés, de leur organisation, de leurs rapports aux divers pouvoirs, contraintes et normes sociales, et des combats des individus et des groupes, acteurs de l'histoire.

Le social est un point de passage essentiel pour que les jeunes trouvent sens et intérêt à la compréhension des sociétés du passé comme de celles du présent, pour se concevoir et se situer eux-mêmes comme acteurs. C'est le point de passage essentiel pour se constituer en tant qu'individus dans les maillons du collectif. Question prégnante à l'âge de l'adolescence. C'est aussi à travers la réflexion sur le collectif spécifique qu'est une société donnée, que le jeune construit les valeurs qui sont celles du lien social, de la solidarité et de la justice. C'est enfin dans le rapport entre individu et collectif que se joue la liberté de chacun, non comme droit de tout, mais comme rapport complexe à l'autre et aux autres. C'est à cette condition que les savoirs historiques auront une réelle vertu formatrice.

Hélène Latger et Jean-François Wagniar